

Une erreur d'analyse sur le pétrole a produit un impact désastreux sur les prix des matières premières. Pourtant, à la base de cette anomalie, il y a la guerre de la parité euro/dollar.

La guerre des matières premières



En réservant plus de surfaces à la canne à sucre pour la production d'éthanol, le Brésil a contribué à faire monter le prix du soja en flèche. (DR)

La hausse considérable du prix du pétrole des mois passés n'a pas incité les pays de l'OPEP à augmenter leur production pour faire plus de profit. Les experts du Cartel, qui sont persuadés que si le baril obéissait à la seule loi de l'offre et de la demande, le prix en serait de 40% moins cher ou davantage, ont convaincu les Etats de l'Organisation que le renchérissement n'est pas lié à un manque réel du carburant dans le commerce, mais suit plutôt le comportement de fonds spéculatifs, très actifs aux Etats-Unis. Interprétant la hausse à leur manière, les officiels US ont opté pour encourager la culture de céréales servant spécifiquement à la fabrication de biofuels. Cette technologie étant connue depuis longtemps, la démarche initiée dans ces conditions peut vouloir dire que les USA ont considéré l'avis des experts sur les évoqués comme erroné, ou bien que l'Amérique ne voit pas comment juguler la spéculation sur le prix du baril ou, éventuellement, que l'initiative des responsables américains répond à un autre impératif, secret. Mais quelle que soit l'hypothèse à l'origine de la promotion de l'«énergie verte», les Américains ne pouvaient ignorer qu'en consacrant plus de terrains agricoles pour une culture de substitution partielle du pétrole, ils réduiraient d'autant les surfaces de cultures à but alimentaire et que, par voie de conséquence, les matières premières pour la consommation humaine et animale (MPs) veraient leur prix augmenter. De gros producteurs, comme l'Argentine, ont d'ailleurs vite saisi l'occasion de l'envolée de ces prix pour surtaxer leurs MPs à l'export. Se-

lon un raisonnement analogue, le Brésil, en réservant plus de surfaces à la canne à sucre pour la production d'éthanol, a contribué à faire monter le prix du soja en flèche et l'Indonésie, dans un schéma apparenté, celui de l'huile de palme. La conséquence nette commune de ces initiatives multiples s'est, à l'échelle mondiale, traduite par une flambée sans précédent des prix des MPs, et produits dérivés, et les observateurs ont été unanimes à considérer que la hausse était là pour de nombreuses années à venir. Cela sera peut-être le cas. D'un autre côté, si l'hypothèse des experts de l'OPEP s'avérait correcte, le subterfuge de la nécessité impérieuse du développement d'une source d'énergie verte pour pallier une insuffisance imminente de ressources en pétrole se révélerait comme un traquenard. Cela ne serait pas sans rappeler le raisonnement de la fiction, que certains ont appelé «La guerre des étoiles», développée par l'administration Reagan au début des années 80, qui a entraîné les armées de l'Est dans une surenchère de recherche spatiale et précipité la chute de l'empire soviétique, incitant fin à la guerre froide. Dans le même temps, les USA ont vu leur statut de première puissance militaire unanimement reconnu par l'ensemble des pays de la planète. Mais leur puissance économique, symbolisée par le dollar, a été remise en cause par l'Union européenne de façon récurrente, particulièrement depuis l'introduction de l'euro. Quoique la compétition de deux devises aussi emblématiques dans un marché globalisé puisse sembler parfaitement naturelle, il est évident

que la position de super acteur économique, que les Américains considèrent devoir mériter, leur est âprement disputée par l'UE. Vu sous cet angle, on est tenté de se demander lequel de ces deux prétendants au leadership économique mondial est le plus susceptible de tirer davantage profit, ou dommage, d'une réorientation durable des MPs à la hausse. On doit alors se rappeler qu'en encourageant financièrement les cultures de substitution à l'or noir, l'Amérique promeut en quelque sorte la cherté des prix des MPs. Alors, même si leurs initiatives peuvent éventuellement être mal comprises, il est difficile de croire que les Américains soient activement engagés dans une politique dont la logique serait contraire à leurs propres intérêts. Jusqu'à plus ample informé, l'Union européenne suit plutôt qu'elle ne mène cette initiative, et donne l'impression de gigoter, autant que nous autres dans l'hémisphère sud, pour en gérer les conséquences. Les Européens ont bien sûr l'avantage sur nous d'avoir assuré leur autosuffisance alimentaire. Mais ce critère doit être mesuré à sa juste valeur, parce qu'il n'autorise pas, en tant que tel, à jouer un rôle majeur sur la scène internationale. Ensuite, cette autosuffisance ne doit pas être élargie à la démesure des élevages intensifs à l'origine de montagnes de surplus de viande, lait et beurre, qui n'ont été possibles que grâce, en particulier, à des importations massives et bon marché de MPs de pays producteurs du tiers monde. Sur ce chapitre, il n'est pas exclu que l'Europe doive définitivement dire adieu à cette bombance qu'elle

n'a pas, par le passé, hésité à monnayer à toute fin «self utile» dans ses relations avec ses anciennes colonies. En allant plus loin dans le sens de ce raisonnement, le «message américain», si message il y a, d'un prix élevé et durable de telles matières premières semble être là justement pour sonner le glas de ces pratiques empiriques de nature coloniale. Mais le mal européen ne réside pas exclusivement dans l'orientation de sa politique agricole. Alors qu'entre les deux guerres, les Américains faisaient le déplacement en Allemagne pour se perfectionner dans l'industrie de la chimie, l'Europe d'aujourd'hui apparaît de plus en plus vieillissant.

fanfare avec l'engagement annoncé de lui assurer la prééminence sur les autres devises et, comme corollaire, refiler le second rôle au dollar. Si ce n'était pas un défi lancé à la devise américaine, cela y ressemblerait de beaucoup. Or, question défi, Boutros Boutros-Ghali avait pris soin de rappeler, avant de quitter son poste de secrétaire général des Nations Unies, que l'Amérique, qu'il a qualifiée d'empire romain des temps modernes, pouvait être aussi rapide à accepter un défi que prompt à en fixer les règles et l'issue. Dans cette course au premier rôle mondial d'une devise, l'euro gladiateur doit d'abord, selon toute vraisemblance, gagner dans l'arène comme symbole d'une économie fortement compétitive pour être affranchi. Or, par les temps qui courent, c'est justement la compétitivité qui fait cruellement défaut à l'économie européenne. Sous cette rubrique, les experts des grandes industries exportatrices européennes avaient, il n'y a pas longtemps, fixé le seuil de douleur de l'euro à 1,40 \$, largement dépassé depuis. Il est vrai que les physiologistes savent qu'au-delà d'un certain seuil, la douleur n'est plus ressentie. Le pendant, c'est un prêtre à son chevet, dans la perspective de l'administration éventuelle de l'extrême-onction.

Le développement d'une source d'énergie verte pour pallier une insuffisance de pétrole ne serait-il qu'un traquenard ?

te, bourrée de ruses, dont nombre de normes d'un contenu bideau constituent des exemples, et sont en panne d'innovation. Sous ce rapport, répondant, il y a quelques années, à un journaliste français qui lui demandait si les Américains envoyaient leurs agents espionner les industriels européens, un ancien haut responsable de l'administration américaine a eu, en substance, cette réplique cinglante : «Que produisez-vous de si étonnant qui mérite d'envoyer nos agents espionner ?». Mais cette attitude n'a pas découragé l'enthousiasme européen d'introduire l'euro en



AHMED ESSAKI
EST «FOOD
PROCESSING»
CONSULTANT